

## VARIA

**EWELINA GRYGORCZYK**

### **L'IMPACT DE LA GRANDE GUERRE SUR LA SITUATION POLITIQUE EN FRANCE ET EN POLOGNE**

L'histoire c'est une science consacrée à l'analyse des événements passés. Nous sommes capable de le faire très minutieusement, parce que les faits historiques sont indiscutables. Pourtant, les événements historiques ont aussi besoin d'interprétation, parce que sans la, les études à propos de l'histoire seront incomplètes. Il faut prendre en compte beaucoup des facteurs qui influencent nos jugements.

Un des ces facteurs c'est la nationalité. Il est évident, qu'un événement historique peut influencer positivement un pays et au même temps négativement un autre pays. Cela provoque les difficultés à l'interprétation de l'histoire. On peut constater qu'un événement historique ne peut pas avoir une interprétation sans équivoque parce qu'elle dépend des facteurs différents.

Cet article a pour but de confirmer cette constatation. J'ai l'intention de montrer les différences entre les deux pays européens provoquées par le même événement historique en analysant la situation politique en France et en Pologne après la fin de la Grande Guerre. Par ces analyses, je voudrais prouver que bien que la Grande Guerre soit le conflit mondial, elle influence différemment la situation politique en France et en Pologne.

#### **La politique française**

Le 11 novembre 1918 l'armistice à Compiègne finit la Grande Guerre. La France est un des grands vainqueurs, mais cette victoire la coûte beaucoup. Pendant la guerre, elle subit des dommages énormes dans tous les domaines. La tragédie de la Grande Guerre provoque l'affaiblissement de la France (environ 1,4 million des victimes et 150 milliards de francs des pertes)<sup>1</sup>. Il est certain que les Français veulent récupérer leur puissance, mais ce n'est pas simple et exige beaucoup d'efforts. La Troisième République (1870–1940) n'est plus la même qu'avant la guerre.

---

EWELINA GRYGORCZYK, absolwentka studiów języka francuskiego z angielskim profil tłumaczeniowy Uniwersytetu w Białymstoku; e-mail: evegry@interia.pl

<sup>1</sup> J. Baszkiewicz, *Historia Francji*, Wrocław 1995, p. 571.

Sur sa scène politique, il y a plusieurs partis politiques. Les partis de droite créent un mouvement nommé l'Action Française et une coalition Bloc National (la Fédération Républicaine, l'Alliance Démocratique et l'Action Libérale). Ce sont les partis conservateurs qui sont attachés à la tradition et qui conduisent la politique nationaliste. Au contraire, les partis de gauche créent une coalition nommée Cartel des Gauches (les Radicaux Indépendants, le Parti Radical et radical-socialiste, le Parti Républicain-socialiste et la Section Française de l'internationale ouvrière) qui représente les valeurs socialistes. Quelques années plus tard, les partis socialistes créent une autre coalition – Front Populaire. En France, il existe aussi des partis communistes – Parti communiste français (PCF) et la Section Française de l'internationale communiste (SFIC)<sup>2</sup>.

Après la guerre, il existe en France un mouvement nationaliste fort qui trouve que les Français doivent exploiter leur victoire. Les premières élections législatives ont lieu en novembre 1919. C'est une grande victoire de droite. Bloc National qui propage une politique nationaliste et anticommuniste, obtient la plus grande partie des votes (400 des mandats des députés)<sup>3</sup>. Le Parlement français est appelé «chambre bleu horizon» en raison de la couleur des uniformes de l'armée française<sup>4</sup>. Bloc National est soutenu par Georges Clemenceau qui est une autorité dans le combat contre le communisme. Pourtant, il n'est pas élu le président. C'est Paul Deschenel qui devient le président. Il fait cette fonction jusqu'en septembre 1920, quand à cause de la maladie, il démissionne<sup>5</sup>. Alexandre Millerand devient le président suivant. Dans le cadre de droite, la France est un pays conservateur. Le développement stagne. Il n'y a pas de réformes politiques, sociales ni économiques. Tous les essais des réformes sont bloqués par le Parlement.

La politique extérieure, surtout envers l'Allemagne, n'est pas efficace. Selon le traité de Versailles, les Allemands doivent payer 132 milliards de marks-or du dédommagement<sup>6</sup>. Au début, ils rendent ses engagements, mais à cause de la pauvreté et du nationalisme de plus en plus forts, l'Allemagne arrête de payer très rapidement. En 1923, le Premier ministre Raymond Poincaré décide d'occuper la région de la Ruhr. Il veut forcer l'Allemagne à payer leurs obligations, mais les Allemands convainquent les ouvriers qui travaillent dans cette région d'organiser des grèves. En conséquence, l'occupation française n'est pas rentable. La France doit abandonner cette région et atténuer sa politique envers les Allemands<sup>7</sup>.

Quelques années après la guerre, on commence à signer des accords qui adoucissent des restrictions envers l'Allemagne. En 1924, la France et l'Angleterre

---

<sup>2</sup> Ibidem, p.577.

<sup>3</sup> Ibidem, p. 573.

<sup>4</sup> <[http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/Bloc\\_national/109135](http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/Bloc_national/109135)>, consulté le 24.04.2018.

<sup>5</sup> J. Bainville, *Histoire de France*, Paris 1924, p. 333.

<sup>6</sup> <<http://prawo.sejm.gov.pl/isap.nsf/DocDetails.xsp?id=WDU19200350200>>, consulté le 24.04.2018.

<sup>7</sup> Voir: A. Rouzeau, A. Backer, *14–18, retrouver la Guerre*, Paris 2000; R. Price, *Historia Francji*, przekł. E. Różalska, Poznań 2001.

acceptent le plan Dawes qui arrange des répartitions dues par l'Allemagne qui lutte contre l'inflation. Il envisage un règlement des obligations pendant plusieurs années. En 1925, on signe les accords de Locarno, selon lesquels les frontières entre l'Allemagne, la France et la Belgique deviennent inviolables. En 1929, on accepte le plan Young qui est le plus favorable pour l'Allemagne. En général, des pays alliés restent indulgents envers l'Allemagne. Pour la protection, les Français créent la Ligne Maginot – des fortifications le long des frontières de l'Est<sup>8</sup>. Ils ont pour but de donner l'esprit de sécurité. En fait, la sécurité est illusoire.

En 1924, le Cartel des Gauches gagne les élections législatives. Cela introduit en France une période de socialisme. Le président Millerand démissionne et Gaston Doumergue devient son successeur. C'est Edward Herriot qui devient le Premier ministre. La situation en France s'aggrave en raison des frais d'occupation de la région Ruhr et de l'inflation qui est de plus en plus sérieuse. Herriot n'est pas capable d'améliorer cette situation. De plus, ses décisions affaiblissent encore la France. Dans les années 1924–1925 des conflits avec des colonies ont lieu. Les territoires dépendants de France (dans l'Indochine, l'Afrique du Nord et le Proche-Orient) veulent récupérer leur indépendance. Des interventions anticolonialistes sont très saglantes<sup>9</sup>. Toutes ces situations provoquent la crise de plus en plus profonde. En conséquence, en avril 1925, Herriot démissionne.

Au début des années 1930, la situation en France se déstabilise encore à cause de la Grande Dépression (une conséquence d'un krach à la Bourse de New York). La fin des années 1920 c'est une période du développement arrêté par la crise. Elle cause la diminuation des salaires et l'augmentation des prix. En conséquence, tous les groupes sociaux commencent à protester contre l'aggravation des conditions de vie et elles demandent des actions efficaces des autorités françaises. La réaction du pouvoir est inverse – il juggle des manifestations en utilisant de la force et prend des décisions qui nuisent à la France.

Dans les élections qui ont lieu en mai 1932, les patris de droite subissent une défaite (seulement 260 mandats). Un politicien de droite, Albert Lebrun, devient le président. Ces élections, sont une victoire des radicaux (160 mandats) et des socialistes (130 mandats)<sup>10</sup>. En général, c'est une période d'instabilité gouvernementale. Dans le Parlement, il existe beaucoup de partis et aucun gouvernement n'est stable. La France a besoin de réformes qui ne sont pas possibles sans un pouvoir fort.

De plus, vers le fin du 1933, un de plus grands scandales politiques et économiques dans toute l'histoire du pays a lieu – l'affaire Stavisky (1933–1934). Serge Alexandre Stavisky, appelé en France «le beau Sacha», organise une fraude et mise en circulation de faux bons d'une valeur de 25 millions de francs en collaboration avec des hautes fonctionnaires et des politiciens. Bien que sa fraude est révélée très rapidement, il n'est jamais puni, parce qu'il se donne

---

<sup>8</sup> Voir: *Histoire de l'Europe*, Hachette, Paris 1992, p. 321; A. Czubiński, *Historia powszechna XX wieku*, Poznań 2011, p. 194.

<sup>9</sup> J. Baszkiewicz, *Historia Francji*, p. 583.

<sup>10</sup> *Ibidem*, p. 579.

la mort pendant une intervention de la police<sup>11</sup>. C'est une des plus grandes crises politico-économiques en France qui provoque la critique du pouvoir et un changement de gouvernement.

La situation a changé en 1936, quand le parti socialiste, Front National, gagne les élections. Léon Blum devient le Premier ministre. Au début, il doit faire face aux grèves et manifestations. Le 7 juin 1936, le gouvernement et les grévistes signent des accords à Matignon. Parmi des résolutions sont entre autres l'augmentation de salaires entre 7% et 15%, deux semaines de congé payé, une semaine de travail qui dure 40 heures et des assurances sociales<sup>12</sup>. Grâce à ces changements la situation des ouvriers français commence à se stabiliser. L'atmosphère en France devient de plus en plus calme, mais seulement pour une courte période.

En 1936, en Espagne, une guerre civile entre le gouvernement socialiste et des nationalistes éclate. L'Allemagne et l'Italie soutiennent les nationalistes. Au début, Léon Blum veut que la France reste neutre, mais les Français veulent aider des socialistes espagnols. La situation économique s'aggrave aussi. L'État français n'est pas capable de financer toutes les réformes. En conséquence, en juin 1937, le Premier ministre démissionne.

On dit que la guerre civile en Espagne est un prélude de la Seconde Guerre mondiale. L'Allemagne devient de plus en plus forte et la politique d'Hitler est de plus en plus courageuse. Les pays européens ne réagissent pas. En novembre 1938, on signe les accords de Munich qui permettent aux Allemands d'annexer une partie du territoire de la Tchécoslovaquie. Hitler sait qu'il n'y a pas de force qui puisse l'arrêter. Le 6 décembre 1938, Ribbentrop et Bonnet signent un pacte de non-agression entre l'Allemagne et la France. Mais ses décisions perdent leur valeur en juin 1940, quand Hitler attaque la France. L'État français n'est pas capable d'affronter l'Allemagne et il perd son indépendance.

## La politique polonaise

Après avoir analysé des changements dans la situation politique en France, il faut aussi bien analyser la situation de la politique polonaise entre deux guerres mondiales. Le 11 novembre 1918, après 123 ans d'occupation, la Pologne renaît sur la carte d'Europe. Elle se trouve parmi les vainqueurs du conflit. Ses envahisseurs sont vaincus et cela permet à la Pologne de renaître. Certes, la joie des Polonais est énorme, pourtant, ils doivent se heurter à beaucoup de problèmes différents. Pendant 123 ans l'État polonais n'existait pas et cette période laisse beaucoup de traces qu'on doit effacer. Ce sont entre autres les problèmes du domaine de la politique. On doit construire de nouveau un pays.

Un des plus urgents problèmes c'est la résolution des frontières du pays. Il est essentiel d'intégrer tous les territoires qui étaient polonais avant l'occu-

---

<sup>11</sup> <<http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/Stavisky/145156>>, consulté le 25.04.2018.

<sup>12</sup> J. Baszkiewicz, *Historia Francji*, p. 587.

pation. Il existe deux conceptions d'intégration différentes : une fédération et une incorporation. Cette première est créée par Józef Piłsudski. Selon lui, la Pologne, la Lituanie, l'Ukraine et la Biélorussie doivent créer une fédération «Międzymorze» qui sera capable de tenir la tête à la Russie. Son rival politique, Roman Dmowski, crée une autre conception qui suppose une annexion des territoires qui sont habités par au minimum 60% des Polonais à la Pologne, afin de créer d'un pays uni<sup>13</sup>.

La réalisation de n'importe laquelle de ces conceptions n'est pas simple. Les Polonais commencent à lutter pour ses frontières encore avant la signature du traité de Versailles. Le conflit le plus sérieux a lieu entre les Polonais et les Russes. Les combats commencent en 1919. Pour la Russie, la Pologne est le premier pas sur l'itinéraire à l'Europe occidentale, mais elle s'avère plus forte que les Russes s'attendent. Le 15 août 1920, l'armée polonaise vainc l'Armée Rouge dans la bataille de Varsovie. Elle est appelée «Miracle de la Vistule» et elle est considérée comme une de plus importantes batailles à l'histoire de l'Europe<sup>14</sup>. En conséquence, les Russes se retirent de la Pologne. La guerre finit en 1921, quand ils signent la paix à Riga (le 18 mars 1921). Selon ce traité, la frontière russo-polonaise suit la frontière du troisième démembrement de la Pologne<sup>15</sup>.

Les Polonais rivalisent avec l'Ukraine d'influence en Galicie. Dans les années 1918–1919, une guerre polono-ukrainienne se déroule. Le premier novembre 1918 la bataille de Lwów commence. Des jeunes défenseurs de la ville appelés «les aiglons de Lviv» jouent un rôle principal dans cette bataille. Les Polonais vainquent les Ukrainiens qui, en septembre 1919, signent la capitulation. La frontière entre l'Ukraine et la Pologne suit la rivière Zbrouch<sup>16</sup>.

La situation entre la Pologne et la Lituanie est aussi tendue. Avant l'occupation, les deux pays restent dans l'union. Les Polonais, dirigés par Piłsudski, veulent la continuer, mais l'autorité lituanienne ne l'admet pas. Les Lithuaniens veulent créer un pays indépendant avec la capitale à Vilnius. Ils ne tiennent pas en compte que la région de Vilnius a un caractère totalement polonais. Premièrement, selon les accords entre les Polonais et les Lituaniens, Vilnius reste en Pologne, pourtant pendant la guerre russo-polonaise, l'Armée Rouge assiège ce territoire à la Lituanie. En conséquence, Piłsudski ordonne à général Żeligowski de maquiller une révolte des militaires de Vilnius. Il crée la République de Lituanie centrale et, en 1922, Piłsudski l'incorpore à la Pologne<sup>17</sup>.

Au Sud, la Pologne rivalise avec la Tchécoslovaquie pour les influences à Cieszyn en Silésie. Cette région est très importante au regard d'industrie. Un conflit commence en 1919. Au début, on veut organiser un plébiscite, mais c'est impossible en raison de la guerre russo-polonaise qui se déroule. Finalement, le cas de Cieszyn en Silésie est résolu par des empires européens pendant

<sup>13</sup> Cz. Brzoza, A.L. Sowa, *Historia Polski 1918–1945*, Kraków 2006, p. 44.

<sup>14</sup> Ibidem, p. 62.

<sup>15</sup> Voir: Gérard et Philippe Toutain, *L'histoire de France*, Paris 1996, p. 127; A. Czubiński, *Historia Polski XX wieku*, p. 129.

<sup>16</sup> H. Zieliński, *Historia Polski (1914–1939)*, Wrocław 1983, p. 101.

<sup>17</sup> Cz. Brzoza, A.L. Sowa, *Historia Polski 1918–1945*, p. 98.

une conférence à Spa (juillet 1920). Leurs décisions sont défavorables pour la Pologne qui perd ses territoires industriels<sup>18</sup>.

Selon le traité de Versailles, en Silésie et en Varmie et Mazurie, on organise des plébiscites. Un plébiscite en Varmie et Mazurie a lieu en 1920 et la majorité des habitants choisit l'Allemagne. La situation de Silésie est plus compliquée. Les Polonais qui habitent dans cette région ne veulent pas permettre à l'annexion de Silésie à l'Allemagne. Bien avant le plébiscite, deux insurrections de Silésie ont lieu – la première dure du 16 août 1919 à 24 août 1919 et la deuxième du 20 août 1920 à 25 août 1920. Elles sont réprimées rapidement par les Allemands. Finalement, un plébiscite est organisé le 20 mars 1921. L'Allemagne le gagne. Cela provoque le déchaînement de la troisième insurrection (3 mai 1921 – 5 juillet 1921). Le conflit est fini par la Société de la Nations qui décide de partage de Silésie. Cela est favorable pour la Pologne parce qu'elle obtient une partie la plus industrialisée<sup>19</sup>.

Les Polonais restent en conflit contre les Allemands aussi à cause de la Grande-Pologne et de la Poméranie. La situation dans ces régions est très tendue et tout le monde attend des décisions de conférence de paix. Cette attente est perturbée par une visite de Ignacy Paderewski à Poznań. Elle provoque le déchaînement d'insurrection de Grande-Pologne le 27 décembre 1918. Les combats durent quatre mois. En conséquence, ces régions sont acquises à la Pologne sauf Dantzig qui devient la ville libre<sup>20</sup>.

Finalement, aucune de deux conceptions d'intégration des territoires polonais n'est réalisée. Les frontières de la Pologne se forment par les conflits avec des voisins et selon les accords de traité de Versailles. En 1923, après tous les règlements, la frontière polonaise a 5 529 km<sup>21</sup> de longueur. La Pologne devient le sixième plus grand pays en Europe.

Un autre problème important, c'est l'organisation du pouvoir. Avant la fin de la guerre, il existe beaucoup de centres de pouvoir locaux. En novembre 1918, ils donnent tout le pouvoir à Józef Piłsudski qui revient à Varsovie. Il devient le chef d'État polonais et il nomme le premier gouvernement de la Deuxième République. C'est Jędrzej Moraczewski qui devient le Premier ministre, mais il démissionne le 16 janvier 1919<sup>22</sup>. Ignacy Paderewski devient son successeur. Il organise les premières élections législatives qui ont lieu le 26 janvier 1919. Une partie qui obtient le plus de votes (37%<sup>23</sup>) c'est Union Populaire Nationale (Związek Ludowo-Narodowy) sous la direction de Roman Dmowski.

Dans la Deuxième République, il existe quelques blocs politiques. Les partis de droite ce sont l'Union Populaire Nationale (ZLN; depuis 1928 – Parti National)

---

<sup>18</sup> Ibidem, p. 67.

<sup>19</sup> Ibidem, p. 71.

<sup>20</sup> Ibidem, p. 65.

<sup>21</sup> Ibidem, p. 83.

<sup>22</sup> Voir: J. Mathieux, *Histoire de France*, Paris 1996; H. Zieliński, *Historia Polski (1914–1939)*, p. 106.

<sup>23</sup> M. Leczyk, *Druga Rzeczpospolita 1918–1939: Społeczeństwo, gospodarka, kultura, polityka*, Warszawa 2006, p. 158.

sous la direction de Roman Dmowski et le Parti Polonais de la Démocratie Chrétienne (Chadecja) sous la direction de Wojciech Korfanty. Ce sont les partis conservateurs pour lesquels les valeurs nationales sont les plus importantes. Les partis de centre ce sont Parti Paysan Polonais «Piast» (PSL «Piast») sous la direction de Wincenty Witos et de Parti National Ouvrier (NPR) sous la direction de Karol Popiel. Ils ont pour but la création d'un pays démocratique où tous les gens sont égaux. Les partis de gauche ce sont le Parti Socialiste Polonais (PPS) sous la direction de Jędrzej Moraczewski et le Parti Paysan Polonais «Libération» (PSL «Wyzwolenie») sous la direction de Stanisław Thugutt. Ce sont les partis concentrés sur les intérêts de la classe paysanne<sup>24</sup>.

La Diète nouvellement élue commence à introduire des changements nécessaires. Le 20 février, elle adopte la «petite constitution» qui a pour but de régler le fonctionnement du pays jusqu'à la création de la constitution complète<sup>25</sup>. Le 17 mars 1921, le pouvoir adopte la Constitution de Mars. Selon elle, la Pologne est une république dans laquelle le Parlement bicaméral (la Diète et le Sénat) exerce le pouvoir législatif et le gouvernement avec le président exercent le pouvoir exécutif<sup>26</sup>. Les élections législatives suivantes ont lieu le 5 novembre 1922. Les partis de droite obtiennent la majorité dans la Diète (la coalition de Union Populaire Nationale et Parti polonais de la Démocratie Chrétienne – Chjena).

Le 9 décembre 1922, le Parlement choisit le premier président de la Deuxième République – Gabriel Narutowicz. Il n'obtient pas de soutien de Chjena. Cela provoque des manifestations des citoyens contre le nouveau président qui sont aggravées par des politiciens de droite. En conséquence, le 16 décembre, Gabriel Narutowicz est assassiné par Eligiusz Niewiadomski. Cet événement déstabilise la situation politique en Pologne.

Le 20 décembre 1922, le pouvoir polonais choisit pour le président Stanisław Wojciechowski (un politicien de PPS). Dans les années 1922–1925, la Pologne envahit la crise politique et économique. Il existe beaucoup de partis politiques qui ne veulent pas collaborer avec les autres. La démocratie parlementaire n'est pas stable. Cela empêche de réformer la loi. Des gouvernements se changent souvent et aucun n'est efficace. La situation en Pologne devient de plus en plus mauvaise.

Cela provoque un coup d'État de Józef Piłsudski le 12 mai 1926. Selon Piłsudski, le pouvoir de Stanisław Wojciechowski et du gouvernement de Wincenty Witos n'est pas efficace. Il décide d'organiser une révolte et de reprendre le pouvoir. Des combats entre des adeptes du maréchal et des personnes qui restent fidèles au président Wojciechowski ont lieu à Varsovie et durent trois jours. En conséquence, le président doit quitter Varsovie. Ensuite, pour éviter une guerre civile, il démissionne.

---

<sup>24</sup> Ibidem, p. 152.

<sup>25</sup> Voir: *Histoire de France: des origines à nos jours* / sous la direction de Georges DUBY, Paris 1995; H. Zieliński, *Historia Polski (1914–1939)*, p. 115.

<sup>26</sup> <<https://encyklopedia.pwn.pl/haslo/Konstytucja-marcowa;3925271.html>>, consulté le 26.04.2018.

Piłsudski crée le gouvernement de la Sanacja (une politique d'assainissement). Il réforme la loi polonaise. Au début, il limite des autorisations de la Diète en renforçant la position du gouvernement et du président. En mai 1926, l'Assemblée nationale le choisit pour le président, mais il refuse. C'est Ignacy Mościcki qui devient chef de la Deuxième République. Bien que Piłsudski ne soit pas président, il reste un politicien le plus influent jusqu'à sa mort. Tous les changements sont dirigés par lui.

Une des plus marquantes réformes de Piłsudski, c'est l'adaptation de la nouvelle constitution. Le 23 avril 1935, on adopte la Constitution d'Avril. Elle renforce encore le pouvoir du président et transforme le système politique polonais en système présidentiel avec des tendances autoritaires<sup>27</sup>. La mort de Piłsudski en 1935 cause la déstabilisation du gouvernement de Sanacja et ensuite des changements de pouvoir. La situation s'améliore progressivement, mais face à la guerre, la Pologne reste encore instable.

Dans toute la période de l'entre-deux-guerres la Pologne conduit la politique extérieure intensive. Elle signe des accords avec d'autres pays européens. En 1932, la Pologne et l'URSS signent un pacte de non-agression. En 1934, la Pologne signe un pacte de non-agression avec l'Allemagne. Au début de l'année 1939, l'autorité polonaise signe des accords militaires avec la France et l'Angleterre. L'URSS et l'Allemagne rompent ses accords en signant le pacte Ribbentrop-Molotov qui inclut le plan de partage de la Pologne<sup>28</sup>. En septembre 1939, quand Hitler attaque la Pologne, la France et l'Angleterre déclarent la guerre à l'Allemagne, mais elles ne conduisent pas des hostilités («drôle de guerre»). La Pologne reste seule face à l'attaque allemande et soviétique. Après vingt ans d'indépendance, les Polonais deviennent encore une fois dépendants de ses voisins et ils doivent encore une fois lutter pour l'indépendance.

## La conclusion

Comme nous avons dit au début, l'interprétation de l'histoire ne peut pas être objective. Cet article le confirme dans le cadre de l'influence de la Grande Guerre sur la situation politique en France et en Pologne. Bien que la guerre soit un événement mondial et qu'elle ait lieu dans presque tous les pays européens, son impact sur la situation en France et en Pologne est différent, en considération de la situation dans laquelle les deux pays se trouvent avant le début du conflit et aussi des différences entre les Français et les Polonais comme les deux nations dissemblantes.

Grâce aux analyses, il est facile d'apercevoir quelques grandes différences entre les deux pays. Après la guerre, la France est encore la Troisième République (1870–1940). En revanche, en 1918, la Pologne apparaît sur la carte de

---

<sup>27</sup> <<https://encyklopedia.pwn.pl/haslo/Konstytucja-kwietniowa;3925266.html>> consulté le 26.04.2018.

<sup>28</sup> A. Czubiński, *Historia powszechna XX wieku*, p. 87–91.

l'Europe après 123 ans de l'occupation et elle change son système politique en devenant la Deuxième République (1918–1939). Les Polonais créent aussi de nouvelles constitutions. En général, la politique polonaise est dominée par une personne – Józef Piłsudski. Il prend les décisions importantes. En 1918, il donne aux femmes le droit de vote. Au contraire, les Françaises ne l'obtiennent pas jusqu'en 1944.

Ce sont les différences les plus importantes entre la politique française et la politique polonaise. Après avoir les analysées, on peut constater que le même événement historique peut avoir l'influence différente sur la vie et le développement des deux pays.

### IMPACT OF THE FIRST WORLD WAR ON THE POLITICAL SITUATION IN FRANCE AND IN POLAND

#### SUMMARY

This article is entitled *Impact of the First World War on the political situation in France and in Poland*. The author focuses on the analysis and comparison of the political situation in France and Poland after the First World War. She describes the changes that have taken place in the field of politics in France and Poland during the interwar years. The aim of the article is to prove that the First World War had a different impact on the political situation in France and in Poland.

**KEY WORDS:** France, Poland, the First World War, the political situation

